

LE VER À SOIE :

entretien avec Virginie Symaniec¹

Propos recueillis par
Anna Mozharova

1. Fondatrice et directrice de la maison d'édition Le Ver à Soie

Pour son deuxième entretien, Anna Mozharova a rencontré Virginie Symaniec, une chercheuse en histoire spécialiste de la Biélorussie, qui a fondé en 2013 les éditions du Ver à Soie : en six ans, vingt-cinq titres sont parus, avec un catalogue qui va du français au biélorussien, l'autre langue maternelle de l'éditrice, en passant par la Russie, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, l'Albanie et l'Allemagne, en particulier avec un auteur de l'ex-RDA jusqu'alors inédit en France, Einar Schleef.

Anna Mozharova : Virginie Symaniec, vous dites qu'à part le français, vous parlez le russe et le biélorussien. Pourquoi « biélorussien » et non pas « biélorusse » ?

Virginie Symaniec : Parce que je pars du biélorussien pour traduire vers le français, et qu'en biélorussien le mot « biélorusse » n'existe pas. Il faudrait l'inventer.

A. M. : Comment dit-on « langue biélorusse » en biélorussien ?

V. S. : On dit « belaROUSkaïa mova ». Cependant, dans ce mot, la racine « rous » ne veut pas du tout dire la même chose que « russe ». En français actuel, « russe » renvoie à l'État russe. Les Biélorusses qui étaient venus en France avant la Seconde Guerre mondiale s'y reconnaissaient car la Biélorussie faisait partie de l'Empire russe. Mais mes grands-parents étaient des Biélorussiens de

Pologne orientale². Les frontières ont bougé, et ils se sont retrouvés dans l'URSS. Ils avaient habité dans la région de Bialystok ; maintenant, on dirait « la Biélorussie de l'Ouest ».

D'un point de vue linguistique, le biélorusse est une langue de matrice russe, alors que le biélorussien a beaucoup plus en commun avec le polonais. Mais les deux mots sont valables, et les deux histoires s'entremêlent. Par exemple, la traductrice Alena Lopatniova, avec laquelle nous avons présenté *Les Enfants d'Alendrier* d'Alhierd Bacharevič aux Journées du Livre russe, a été éduquée en biélorusse. C'est une autre manière de concevoir la langue et le territoire. Elle a parlé de son histoire biélorusse, de son éducation soviétique et de cette façon de penser le biélorusse comme une langue annexe.

Moi, j'ai été élevée à l'inverse : mes grands-parents étaient en opposition totale avec cette éducation-là. Aujourd'hui, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, on peut enfin commencer à parler de tout cela d'une manière apaisée avec une génération qui n'a pas vécu la guerre. Nous ne sommes pas d'accord sur tous les sujets, mais nous pouvons discuter ensemble. Alena Lopatniova et moi sommes nées toutes les deux en 1968 : elle en Biélorussie, moi en France. Il y a encore quinze ou vingt ans, nous n'aurions même pas pu travailler ensemble pour faire une traduction. Nous n'aurions pas pu nous comprendre...

A. M. : Vous parliez donc essentiellement biélorussien à la maison ?

V. S. : La Seconde Guerre mondiale a poussé mes grands-parents à partir. Ils ont erré dans l'Europe occidentale pendant des années et fini par se poser dans la région de Lyon ; puis, ils ont rejoint d'autres Biélorussiens dans la région parisienne. C'est ainsi qu'ils se sont installés à Sartrouville. Aujourd'hui, cette communauté biélorussienne n'existe quasiment plus. J'ai été élevée en France par une mère française d'origine ardéchoise, et un père biélorussien. J'avais deux langues à la maison : le biélorussien et le français. Il y avait

2 Il s'agit des territoires annexés par l'URSS en 1939 suite au Pacte germano-soviétique. Actuellement, ce sont les régions occidentales de Biélorussie et de l'Ukraine.

aussi du polonais, parce que toutes les mamies du quartier qui apportaient des beignets à ma grand-mère parlaient le polonais. De plus, comme mon grand-père avait besoin d'argent, il donnait des cours de russe.

Pour cette génération-là, les langues ne posaient pas de problème ; ils parlaient deux, trois, voire quatre langues. Mon grand-père parlait le biélorussien à la maison, le polonais avec les Polonais et il s'engueulait avec Soljenitsyne en russe. Les générations suivantes sont devenues beaucoup plus radicales vis-à-vis du russe. Par exemple, on m'a interdit de parler le russe et de l'apprendre. C'était une langue interdite à la maison. On m'a dit : c'est la langue de l'ennemi. En revanche, en Biélorussie, on disait qu'il ne fallait pas apprendre le biélorussien parce que c'était une langue de nazis. Il y a toujours quelque part l'histoire d'une langue interdite d'un côté ou de l'autre.

En France, pendant des années, tout était extrêmement polarisé, clivé. Si on était dans un camp, on n'était pas dans l'autre. C'était extrêmement violent. Pendant toute mon enfance, je me suis fait taxer de fille ou de petite-fille de fasciste. On m'a politisée, alors que je n'étais qu'une enfant. C'était complètement absurde. On me disait aussi qu'il n'y avait que le biélorusse et que le biélorussien n'existait pas. Donc, je devais croire que ce que j'entendais chez moi, ça n'existait pas.

Comme les Français n'y connaissaient rien, ils me disaient qu'ils avaient lu dans le dictionnaire que j'étais une *Russe blanche*². Or, les Russes blancs, c'est encore autre chose. Comme mon nom se termine en « -ec », les professeurs croyaient aussi que j'étais bretonne et il m'arrivait de me faire taxer de séparatiste bretonne. Et, de nouveau, la politique, alors que, moi, j'étais à l'école pour étudier !

De plus, il y a cinquante ans, quand on était bilingue et qu'on avait une autre langue à la maison, il ne fallait surtout pas le dire à l'école. À l'époque, il y avait des gens qui considéraient qu'avoir deux langues allait vous nuire, vous abîmer le cerveau.

Je fais partie de ces gens qui ont une histoire et un rapport à la

2 Traduction littérale du mot « biélorusse » qui se confond, en français, avec la notion politique de « Russes blancs » (ensemble des mouvements contrerévolutionnaires opposés aux « Russes rouges », communistes).

langue extrêmement particuliers. L'essentiel du message qu'on me transmettait était : « Il faut se taire. » Beaucoup de gens pensent que si vous parlez une langue, vous êtes forcément de tel ou tel bord. Si vous parlez biélorussien, vous êtes forcément fasciste. Si vous parlez russe, vous ne l'êtes surtout pas. Si vous parlez français, vous l'êtes encore moins. Cela m'a pris beaucoup de temps, mais j'ai fini par pouvoir le dire : si, moi, je suis fasciste parce que je parle biélorussien, vous êtes quoi, alors, avec la langue de Pétain ?

A. M. : Quelle était la place de la langue française dans votre famille ?

V. S. : J'ai réalisé, avec le temps, que ma mère n'existait pas. Ma mère était française, mais, que ce soit en France ou en Biélorussie, on ne me parlait que de mon père. On m'étiquetait avec le nom du père. Pourtant, je n'ai pas qu'une culture biélorusse ou biélorussienne ; j'ai aussi une culture française forte, notamment ardéchoise et occitane.

Quand j'ai fondé ma maison d'édition, j'ai voulu rendre hommage aux femmes de ma famille dont on ne parlait jamais. Le nom de ma maison d'édition est très symbolique. L'Ardèche, c'est l'un des fiefs de la culture du ver à soie en France. Ma grand-mère maternelle, quand elle était petite, nourrissait des vers à soie. Elle savait faire des choses magnifiques avec ses mains, elle savait quasiment tout faire. Elle était forte et lumineuse, et c'est cette force qui m'a permis de tenir dans ce marasme conceptuel biélorussien. Dès qu'elle arrivait quelque part, elle faisait rire tout le monde. Même les vieux barbus biélorussiens se roulaient par terre de rire.

J'ai choisi « Le Ver à Soie ». C'est l'idée d'un fil qu'il faut dérouler sur des kilomètres sans le casser. C'est très fort, car l'histoire de ma famille c'est une histoire cassée, c'est l'exil, c'est la rupture. C'est aussi l'idée du cocon qui se transforme en papillon. J'ai fait beaucoup d'efforts pour mener à bien mes études, pour avancer, pour obtenir mes diplômes, mais cela n'a servi à rien dans la vie réelle. Il a fallu que je me transforme totalement pour comprendre que ma vie, ce n'était pas la recherche, et qu'il fallait que je change de voie. Le Ver à soie, c'est tout à fait ça : il faut mourir à soi pour devenir autre chose.

A. M. : En quelle année avez-vous fondé votre maison d'édition ?

V. S. : L'idée m'est venue en 2011, mais j'ai mis deux ans à la réaliser, car je n'avais pas de capital. Mon premier livre est sorti en mars 2013. La maison existe depuis six ans ; j'ai vingt-cinq titres dans mon catalogue. Ce n'est pas rien pour une maison indépendante.

A. M. : Quelles sont les langues avec lesquelles vous travaillez ?

V. S. : A priori toutes. Je n'ai pas de territoire, ni de frontière linguistique. J'aurais pu créer une maison spécialisée en Biélorussie, en Russie ou en Ukraine, mais ce n'était pas mon désir. J'ai un livre sur le Japon, un autre sur la Chine ; j'ai travaillé avec une Française qui vit au Chili. J'ai mis beaucoup de temps à traduire le premier livre du biélorusse ou biélorussien. J'ai même publié un livre traduit du russe avant.

A. M. : Cela dit, vous avez maintenant une belle collection de littérature de l'Est...

V. S. : Absolument. Cependant, ce n'est pas que la *slavitude* qui m'intéresse, mais une autre façon de voir l'Europe. Quand je travaillais sur la Biélorussie, je voyais bien que, dès qu'on parlait des traductions européennes, on se limitait à l'allemand, à l'italien, à l'espagnol, à l'anglais, etc. On n'est pas ouvert sur l'Europe au-delà de l'Oder.

Je suis en train de travailler sur trois livres slovaques dont un prix de littérature de l'Union européenne 2015 pour la Slovaquie. Ce livre parle de nous. Il y a des expériences où l'Est est en avance sur nous dans ce qu'il a vécu. Je fais partie des gens qui le disent depuis les années 1990 : attention, ce que ces gens ont vécu, nous allons le vivre. C'est notre futur, mais les gens ne veulent pas le voir.

A. M. : Qu'est-ce que vous voulez dire exactement ?

V. S. : La destruction complète de l'État, des services publics, de la société telle qu'on la connaît, de cette civilisation dite occidentale. Il

y a des gens qui attaquent l'État de front, y compris à l'intérieur de la structure de l'État, qui attaquent la notion même d'État. C'est très grave. À l'Est, on a des littératures qui rendent compte de ce que ça fait, de le subir. Je crois que c'est fondamental de lire les auteurs de l'Est qui savent ce que c'est, la destruction d'un État. À l'Est, c'est aussi une autre façon d'écrire, beaucoup moins académique. Stylistiquement parlant, c'est beaucoup plus libre.

A. M. : Comment découvrez-vous les nouveaux auteurs que vous traduisez dans votre maison ? Les cherchez-vous par vous-même ou vous sont-ils proposés par vos traducteurs ?

V. S. : Ce sont souvent des traducteurs qui m'apportent des projets. Cela concerne surtout les langues que je ne maîtrise pas, comme le slovaque ou le hongrois. Par exemple, je ne parle pas du tout l'albanais ; c'est Évelyne Noygues qui m'a apporté un projet de livre et qui m'a convaincue de le publier². Par contre, je peux lire le biélorussien et le russe. Par exemple, j'ai pu lire Maria Rybakova en russe avant de me lancer dans ce projet³ et demander des subventions. C'était un choix plus personnel.

A. M. : Avez-vous également traduit vous-même ?

V. S. : Oui, j'ai une formation de traductrice.

A. M. : Vous avez donc deux expériences et deux visions, celle de l'éditrice et celle de la traductrice. Est-ce un avantage dans vos relations avec les traducteurs ?

V. S. : J'essaie de ne pas être trop intrusive dans les traductions. Je dois dire que les traductions qu'on m'a rendues jusqu'à présent étaient – en tout cas en français – de bonnes traductions. Je corrige

3 Ridvan Dibra, *Le Petit Bala. La légende de la solitude*, traduit de l'albanais par Évelyne Noygues, Le Ver à Soie, 2018.

4 Maria Rybakova, *Couteau tranchant pour un cœur tendre*, traduit du russe par Galia Ackerman, Le Ver à Soie, 2016.

parfois la concordance des temps. On en revient toujours à la concordance des temps !

Quant aux conflits qu'il peut y avoir entre l'éditeur et le traducteur, cela va quasiment toujours au-delà de la traduction. Je n'ai jamais eu de problèmes à cause d'une traduction jusqu'à présent. Quand il y a un désaccord, cela va beaucoup plus loin : il s'agit souvent d'un désaccord humain. Il arrive que vous acceptiez dans votre jardin d'éditeur des gens qui ont des valeurs totalement opposées aux vôtres.

A. M. : Pour vous, qu'est-ce qu'une bonne traduction ?

V. S. : C'est une traduction où l'on oublie qu'on lit une traduction. Par exemple, quand je lisais *Le Petit Bala* de Ridvan Dibra – c'est un livre que j'ai lu d'une traite – j'étais en Albanie, certes, mais c'était comme si l'original avait été écrit en français.

A. M. : La place des littératures de l'Est est-elle suffisamment importante dans le paysage éditorial français ?

V. S. : En France, nous avons la chance inouïe d'avoir le Centre national du livre. Je pense que si cette structure n'existait pas, seules les grandes maisons pourraient se permettre de faire de la traduction. Pour les langues dites « minorées », c'est très difficile. D'abord, il y a très peu de traducteurs. Il faut qu'ils soient formés à la traduction littéraire, et qu'ils aient un niveau de français exceptionnel. Si vous maîtrisez le biélorussien ou l'albanais, mais que vous n'êtes pas capable d'écrire en français, cela ne donnera jamais une traduction. C'est très difficile de former des traducteurs. Il y a aussi un autre risque, c'est de travailler avec des traducteurs qui ne sont pas de langue maternelle...

A. M. : Pour le français ou la langue source ?

V. S. : Les deux. Pour un traducteur qui n'est pas bilingue, il faut trouver des alternatives : travailler en binôme ou en équipe. Ce sont des projets qui demandent beaucoup de temps. Il y a aussi la question

de la correction. Corriger une traduction, ce n'est pas un simple travail de toilettage, tous les correcteurs ne le comprennent pas.

Ensuite, nous avons un autre problème, en France, plus idéologique. C'est le rapport presque impérialiste aux « grandes » langues et aux « petites » langues. C'est un schéma de pensée contre lequel beaucoup de traducteurs se battent en permanence. C'est un vrai mur. Parfois, on entend dire : « On ne va quand même pas traduire du biélorusse. Si c'est une petite langue, c'est qu'il n'y a peut-être rien d'intéressant. » On a souvent affaire à des gens qui sont dans un essentialisme linguistique extraordinaire. Ils confondent la langue et l'usage qu'on en fait. Il y a encore beaucoup de conservateurs qui utilisent la langue comme un moyen de discrimination. Dans le milieu universitaire, c'est quasiment une loi.

J'ai eu la chance de travailler avec un éditeur qui a créé trente-six comités linguistiques de langues européennes. C'est le directeur des éditions L'Espace d'un instant. J'ai accès à ce formidable réseau de plus de deux cent cinquante traducteurs que je peux solliciter.

A. M. : La diffusion n'est simple pour aucun éditeur, mais pour vous qui travaillez avec les langues dites « rares », on imagine que c'est encore plus difficile ?

V. S. : Les œuvres traduites des langues dites « rares » sont généralement publiées par des éditeurs indépendants. La grande distribution ne peut pas accepter un auteur ukrainien ou biélorussien car ces gens-là sont sur des questions de chiffre, d'argent, de rentabilité. Vous sortez un auteur avec un nom à coucher dehors qui restera pendant trois mois aux étagères avant d'être pilonné car personne n'en aurait entendu parler... eh bien oui, c'est compliqué. Le système de grande distribution tel qu'il existe ne facilite pas la publication des auteurs dits « originaux ». Dans ce système, on veut du typique. C'est comme au supermarché : toutes les carottes sont pareilles. Cela ne concerne d'ailleurs pas les auteurs de l'Est en particulier, c'est le même problème pour les auteurs français. C'est un problème global.

Je ne suis pas dans ce schéma parce que je suis indépendante. J'ai créé mon propre label de distribution-diffusion. Un texte français ou

un texte biélorussien a autant de chances d'être vendu chez moi, mais les tirages sont petits.

A. M. : Comment faites-vous pour diffuser vos livres ?

V. S. : D'abord, je suis tout le temps sur le terrain. Le métier de l'éditeur indépendant est un peu différent de celui des éditeurs dans de grosses maisons. Je ne me contente pas de lire les textes ou de les faire fabriquer. Je suis tout le temps sur le terrain pour les valoriser. J'en parle tout le temps ; je vais aux marchés et aux salons, je monte mes tables, je présente mes textes, etc. Je fais ce travail d'aller vers les gens. Je pars de l'idée que Le Ver à Soie et moi, personne ne nous attend, personne ne nous connaît. Je sais que personne ne va entrer dans une librairie en demandant spontanément un livre publié par Le Ver à Soie. Si je ne vais pas vers les gens, il ne se passera rien. C'est à moi de construire tout cela, et je sais que personne ne le fera mieux que moi pour ma maison. Je parle des livres que j'ai travaillés pendant un an, deux ans, voire plus. Je sais de quoi je parle, je sais pourquoi ces livres sont sur mon étal et pourquoi je les défends. Cela intéresse les gens. Je vois mon métier comme ça. Certains collègues me diront que vendre ne fait pas partie du métier d'éditeur. Or, pour moi, l'éditeur, c'est aussi un commerçant ; s'il ne vend pas ses livres, il meurt. Évidemment, je ne vendrai jamais autant de livres qu'un Gallimard, mais on n'est pas du tout dans les mêmes chiffres. Je fais ce que je peux, et c'est à moi de le faire. J'ai créé mon lectorat. J'aime beaucoup voir quelqu'un qui ne s'attendait pas à lire du biélorussien et de l'albanais, se dire : « Tiens, je vais essayer cet auteur albanais » et revenir ensuite en disant : « C'est formidable, qu'est-ce que vous me conseillez d'autre ? » Je deviens alors éditeur-libraire, en quelque sorte. Il s'agit d'une librairie éphémère, car je ne possède pas de boutique. C'est un peu revenir à des principes qui étaient là avant la grande distribution. On a l'impression que la grande distribution a toujours existé, mais non, elle date de l'après-guerre. Avant, les éditeurs étaient aussi des libraires et des imprimeurs ; ils maîtrisaient la chaîne de distribution ; ils avaient une imprimerie dans l'arrière-salle, ils façonnaient leurs livres et ils avaient des colporteurs. Évidemment, toute la France ne bénéficiait

pas de tel titre paru à Lyon, à Marseille ou à Paris. Je me souviens de mon grand-père qui allait dans telle librairie pour commander son livre en biélorussien. Cela prenait du temps, mais il finissait par l'obtenir. C'était une autre façon de penser les choses, avec plus de temps, avec un côté plus artisanal.

A. M. : Il y a eu plusieurs périodes pour les littératures de l'Est. À l'époque où l'Union soviétique et le bloc socialiste existaient encore, on publiait des dissidents, des auteurs interdits ou censurés, ce qui stimulait la curiosité des lecteurs. Ensuite, il y a eu la chute de l'URSS et l'ouverture des pays de l'Est, ce qui a provoqué une nouvelle vague d'intérêt pour ces littératures-là. Et maintenant ? Voyez-vous l'intérêt des lecteurs pour les littératures de l'Est grandir ou, au contraire, baisser ?

V. S. : Je pense que cela dépend beaucoup de la région. Par exemple, on ne peut pas comparer le phénomène de la Russie à celui de la Slovaquie. La Russie a un parcours particulier, et, à mon avis, c'est en baisse. Il n'y a plus vraiment ce petit goût d'interdit qu'on cherchait avant. Tout dépend aussi des valeurs qu'on transmet dans un livre. Si on prend l'exemple de Grossman, on ne va pas pouvoir le comparer à n'importe quel auteur russe d'aujourd'hui, car il n'y aura ni un niveau de réflexion, ni un niveau d'humanité comparables. Pour revenir à l'intérêt, il faut le regarder par zones. Pour la littérature biélorusse, il y a moi, la traductrice Alena Lopatniova et quelques autres. Ce n'est pas à cinq qu'on va refaire le monde. La tonalité a totalement changé entre l'époque soviétique et aujourd'hui. Le monde s'est transformé, et on a l'impression que certaines valeurs humanistes ne concernent plus du tout les gens. Je me demande si cela aurait été facile de vendre du Grossman ou du Soljenitsyne aujourd'hui...

A. M. : Vous avez publié les auteurs de l'Allemagne de l'Est. Certes, la littérature de l'Allemagne de l'Est ne peut pas être vue comme faisant partie des littératures dites « de l'Est », ne serait-ce qu'à cause de la langue, mais cette partie de l'Allemagne faisait partie du bloc socialiste. Pourriez-vous évoquer cette expérience ?

V. S. : L'œuvre d'Einar Schleef est fondamentale. Quand on est spécialiste de la Russie ou de l'Union soviétique et qu'on découvre les auteurs de l'Allemagne de l'Est, on s'attend à retrouver quelque chose qu'on connaît déjà. Mais pas du tout ! J'ai été époustoufflée par des textes de Schleef. En Russie ou en Biélorussie, quand il y a des problèmes, vous allez toujours finir par prendre de la vodka, vous rouler par terre, chanter, en somme trouver un exutoire. Cela va finir par être collectif et exagéré. Avec Schleef, j'ai eu l'impression d'avoir une littérature écrite au rasoir, avec une violence sourde derrière chaque mot. Ça a été l'expérience de traduction la plus violente qu'il m'ait jamais été donné de vivre. Schleef, c'est vraiment quelque chose de très particulier, et je suis fière de l'avoir publié.

A. M. : Comment avez-vous découvert cet auteur ?

V. S. : Je ne le connaissais pas du tout, mais j'avais décidé de créer avec ses traductrices Crista Mittelsteiner et Marie-Luce Bonfanti une collection qui s'appellerait « Germanophonies », et cette collection a commencé avec les œuvres de Schleef. Il est né en Allemagne de l'Est, et c'est un pur produit de la violence de sa propre société, qui a traversé le nazisme et le communisme. Il est bègue parce qu'il a eu un accident dans son enfance. C'est un homme tourmenté qui s'était réfugié à l'Ouest, mais cela s'est très mal passé : il a été clochardisé et vilipendé. Puis il a été reconnu comme génie et, vers la fin de sa vie, il a reçu un prix. Il est mort assez jeune, mais il a laissé une trace importante au théâtre, notamment en Allemagne de l'Est. C'est toute une école de pensée et d'écriture.

Avec Schleef, on est loin de la littérature de l'Allemagne de l'Ouest qui va essayer d'atténuer un certain nombre de problèmes dans l'écriture. Il ne fait aucune concession par rapport au réel, c'est-à-dire que la littérature n'est pas là pour enjoliver le réel. Ses textes sont durs, on est parfois dans du *trash*.

La collection « Germanophonies » existe toujours. L'idée était de publier des textes allemands écrits à différents endroits. Il ne s'agissait pas de faire les belles lettres allemandes, mais de publier, par exemple, un texte allemand écrit par un Turc habitant dans les Balkans. L'Allemagne de l'Est était un des premiers points d'ancrage. Il faut

connaître Schleeff pour comprendre l'histoire de cette Europe-là. Jamais les Russes ne parleront de cette manière. C'est un témoignage hors pair sur cette fracture européenne, qui n'a pas d'équivalent ici.

A. M. : Comment voyez-vous l'avenir ? Pour les littératures de l'Est en général et pour votre maison en particulier ?

V. S. : Je vois les choses très simplement. Soit le projet me porte, et je vais tout faire pour le développer, soit non. Certaines expériences m'ayant totalement guérie de quelques-unes de mes vieilles ambitions, il ne m'en reste qu'une seule : réussir à tenir ma ligne éditoriale avec l'esthétique que je me suis fixée au départ. L'esthétique, le contenu et, surtout, la liberté et l'indépendance. Je n'ai pas d'autre ambition que de faire mon métier le mieux possible.

Quant aux littératures de l'Est, je sais que beaucoup d'éditeurs indépendants font d'énormes efforts pour les intégrer dans leurs catalogues. Il n'y a pas que moi. On ne peut pas connaître l'Europe sans connaître ces littératures-là, on ne peut pas ne pas connaître son voisin. Qu'est-ce que vous pouvez raconter sur la Roumanie si vous n'avez jamais lu de littérature roumaine ? Qu'est-ce que vous pouvez connaître de la société roumaine ? Vous la connaissez forcément d'une façon superficielle par ce que vous avez lu dans la presse et par ce que vous ont dit quelques copains qui sont passés par là. Mais cela ne suffit pas.

Il faut aussi développer une connaissance horizontale de la littérature européenne. Par exemple, est-ce que les Biélorussiens traduisent les Albanais ou les Roumains, les Slovaques ? C'est fondamental d'ouvrir les portes, sinon cela ne marchera pas. C'est aussi notre rôle d'éditeurs et de traducteurs. Sinon, le projet européen n'a pas de sens, car ce serait une Europe où on ne fait que s'échanger du fric. Et ça, ce n'est plus l'Europe, c'est un grand supermarché.